



Déclaration CGT
à la **Formation Spécialisée** en matière de
Santé, de Sécurité et de Conditions de Travail
de la DDT Aveyron du 1^{er} octobre 2026

Mardi 29 septembre, nous avons vécu une journée d'action importante, qui ne concernait pas que les fonctionnaires...

Nous étions nombreux, ensemble, pour revendiquer plus de services publics pour mieux vivre, se soigner, se déplacer, faire garder ses enfants, aller à l'école gratuitement, accompagner nos aîné·es, faire respecter nos droits au travail, faire face au dérèglement climatique, pour ne citer que quelques points...

Les besoins de nos concitoyens augmentent : vieillissement de la population, difficultés d'accès aux soins, transition écologique, nouvelles technologies...

Pour y répondre, il faut plus de services publics, plus de personnels et plus de moyens. Assurer, maintenir et renforcer les services publics, c'est garantir une égalité d'accès aux droits sur tous les territoires, notamment dans les plus ruraux.

À l'État, il faudrait toujours faire mieux avec toujours moins ?

Pour la CGT cette équation ne tient pas. Depuis des décennies, on nous explique qu'il faudrait réduire la dépense publique et que, pour cela, il suffirait de supprimer des postes, de fermer des services, de créer des maisons de l'État...

Mais le bilan est là, incontestable : chaque fois qu'un service public est réduit, qu'il ferme, qu'il s'éloigne ou se dégrade, l'usager.e doit attendre davantage, parcourir plus de kilomètres, souvent renoncer, parfois même être mis.e en danger...

Autre solution politicienne : le transfert de missions et de tâches au privé par mesure soi-disant d'économies...

Là aussi, triste bilan : quand un service public devient privé, cela coûte plus cher car, cela ne surprendra personne, le privé lucratif cherche à faire des profits, ce qui n'est pas le cas du service public.

À la CGT, nous le disons clairement, lorsque le service public sera privé, le public en sera privé...

Depuis quarante ans, l'on berce les citoyen.nes et les usager.es de désinformations, en proposant systématiquement les mêmes solutions : l'État doit réduire ses services publics... Quel.le citoyen.ne peut aujourd'hui dire que les casses successives des services publics ont permis une baisse des impôts et de la TVA ? Quelles économies à l'échelle du pays ?

Le bilan, nous le vivons tous les jours, et nous avons pu le partager le 29 :

À l'État, c'est encore et toujours moins de services, moins d'agents, des dégradations conséquentes des conditions de travail, mais aussi des conditions de vie et de vie de famille, qui ne peuvent plus être invisibilisées... Tout cela est en grande partie dû à une succession de gouvernements indignes qui répètent à qui veut l'entendre qu'ils œuvrent à faire des économies, tout en multipliant dans le même temps par deux, voire trois, la « dette » du pays... !

Pour certains, qu'ils soient anciens présidents, ancien.nes Premier.es ministres et/ou ancien.nes ministres — et oui, certain.es cumulent —, pour beaucoup d'entre elles et eux, candidat.es à la présidentielle, il faudrait continuer...

Continuer à nous abîmer, à nous salir, à nous casser et à nous rendre responsables de leurs incompétences !!! À nous rendre responsables de ce qu'ils appellent la crise...

Quand ils disent « crises » et « déficit », nous devons répondre : mauvais choix budgétaires.

Leur crise est le produit d'une austérité budgétaire assumée. Le gouvernement a annoncé 11 milliards de coupes pour 2026 et prépare encore pire pour la loi de finances 2027. Il s'agirait maintenant de faire 54 milliards d'euros d'économie en tablant sur la poursuite du gel du point d'indice des fonctionnaires et des coupes programmées dans les ministères. Ce serait presque 6 millions d'agent-es, soit 20 % de la population active à qui l'on imposerait une dégradation historique du pouvoir d'achat. Il ne faut pas oublier les près de

900 000 agent·es qui perçoivent une indemnité différentielle pour rattraper le SMIC. C'est là le déclassement que vivent les fonctionnaires.

Pourtant, sur le terrain, les services sont déjà à l'os et les besoins en matière de service public sont immenses.

Dans le même temps, le gouvernement maintient ses cadeaux fiscaux et les aides aux entreprises, sans contrepartie ni évaluation, tandis que les dépenses militaires continuent de s'envoler.

Il y aurait donc de l'argent pour financer des armées de consultants, des exonérations de cotisations et des baisses d'impôts sur le capital, mais pas pour les salaires, les emplois, les bâtiments publics, la santé au travail ou la protection sociale ?

Cela ne peut plus durer !

Le 29, agent.es des fonctions publiques, citoyen.nes concerné.es, ensemble, ont pu dire que cela suffit... A la CGT nous disons qu'il est temps d'écouter les agent.es, de remettre le Service public au service des citoyen.nes, de l'utilisateur, des contribuables...

Pour cela, il faut renforcer les services publics et ainsi redynamiser l'économie.

L'argent public joue un rôle majeur dans l'économie. Une entreprise ne fonctionne pas toute seule. Pour produire et se développer, elle a besoin d'infrastructures, d'énergie, de salarié·es formé·es, de recherche... Les services et investissements publics participent directement à notre capacité à produire et à développer l'emploi.

Il faut donc réindustrialiser, pas seulement le promettre, réussir l'urgente transition écologique et environnementale et ne plus se contenter d'Écoblanchiment, de greenwashing, il faut réellement répondre aux besoins... Cela nécessite des investissements importants... mais aussi de revoir les choix politiques...

L'argent existe, il faut revoir les priorités...

Alors que de nouvelles économies sont exigées sur les dépenses publiques, pourquoi les aides aux entreprises échapperaient au débat sur l'utilisation du même argent public ?

L'austérité serait toujours pour les mêmes, en instrumentalisant des divisions entre celles et ceux qui ont peu et d'autres qui ont encore moins et nous devrions sagement accepter que les cadeaux aux plus fortunés et les aides publiques aux entreprises privées continuent.

En 2023, les aides publiques aux entreprises représentaient 211 milliards d'euros, soit plus de 6 700 € par seconde, sans contrôle ni conditionnalité. Entre 2010 et 2025, nous avons vu une concentration des richesses, avec la fortune cumulée des 500 plus grandes fortunes professionnelles qui a connu une hausse de près de 370 % !

Depuis 2006, le point d'indice a augmenté de seulement 8,5 %, là où le salaire moyen dans le privé a augmenté de 14 %, le SMIC de 33 % et l'inflation d'environ 38 %.

La question est donc bien celle des choix politiques : à quoi doit servir l'argent public et qui doit contribuer au financement des besoins collectifs ?

Pour la CGT, il faut entre autres, une augmentation des salaires des agent.es publics avec intégration des primes dans ces salaires, le développement de l'emploi statutaire, la déprécarisation des agent.es, le renforcement de la protection sociale / prévoyance et le financement des services publics dont nous avons besoin.

Pour tou·tes les agent·es, les fins de mois sont de plus en plus difficiles. Et pour cause, dans la fonction publique, l'inflation se fait durement sentir : en 25 ans, la valeur du point d'indice a perdu plus de 30 % de pouvoir d'achat. Depuis sa dernière revalorisation en juillet 2023, la perte dépasse 5 %, et elle atteint plus de 15 % depuis l'arrivée de Macron au pouvoir en 2017.

862 000 agent·es publics ont désormais un traitement indiciaire inférieur au SMIC et sont ainsi tributaire de l'indemnité différentielle ! Les perspectives de carrière sont bouchées et la fonction publique n'est plus attractive.

Que répond le gouvernement à nos revendications ? De vagues mesures techniques de reclassement ou d'amélioration des carrières pour une minorité d'agent·es.

Ce mépris est insupportable.

Nous parlons ici des agents du service public, mais nous n'oublions pas que les travailleurs du privé ont eux aussi besoin de voir augmenter leurs salaires, de voir se développer l'emploi et s'améliorer leurs conditions de travail.

Il serait en effet trop facile de chercher systématiquement à opposer les salarié.es du privé au public. Soyons clairs : opposer les salarié.es du public et du privé ne fera pas augmenter les salaires du privé ; Comme affaiblir les services publics ne protégera aucun emploi.

Au contraire, renforcer les services publics permettra de relancer l'économie et de tirer les salaires vers le haut.

Pour cela, les services publics et leurs agent-es ne doivent plus être une variable d'ajustement.

Ils et elles doivent être les acteurs prioritaires pour lutter contre le réchauffement climatique, contre l'abandon des territoires, pour la santé, l'éducation, la sécurité, la justice, la solidarité, les services de proximité, car les services publics ne sont pas des marchandises.

Pour la CGT, il est urgent de :

- Reconnaître les agent-es publics, leur utilité, leurs missions ;
- Faire de l'adaptation et de la lutte contre le changement climatique une cause nationale ;
- Remettre nos hôpitaux à niveau, car c'est là une urgence vitale ;
- Faire du logement une priorité d'adaptation climatique ;
- Agir en faveur de l'éducation, de la culture et de la pluralité de l'information ;
- Renforcer la lutte contre les violences sexistes et sexuelles et protéger les enfants ;
- Mettre fin à la paupérisation de la recherche et de l'enseignement supérieur ;
- Mettre en place une fiscalité plus juste ;
- Conditionner les aides publiques et supprimer les exonérations de cotisations sociales.

Nous ne pouvons terminer cette déclaration sans dire que pour les agent.es publics, comme pour tous, l'été 2026 aurait dû être un temps de repos.

Il restera comme celui d'une succession de catastrophes. Mégafeux, canicules dans les hôpitaux, les crèches et les écoles, meurtre de la petite Lyhanna, piratage de données... Ce sont les illustrations du bilan calamiteux de dix ans d'austérité, pour ne pas dire de macronisme, dans nos services publics.

Face à ces événements climatiques, une fois encore, ce sont les agent-es publics qui ont tenu le pays debout et sauvé des vies. Et qui en ont payé le prix fort. Quatre pompiers sont morts et près d'un millier ont été blessés.

Il a fait plus de 35 degrés dans les hôpitaux, les crèches et les EHPAD, comme dans la très grande majorité des services et pourtant les agent-es ont continué à travailler pour assumer leurs missions, au prix de centaines d'accidents du travail.

Mais cela semble vite oublié... Que penser d'image de CRS bousculant des pompiers le 29, ces mêmes pompiers qui étaient encensés il y a quelques semaines...

La CGT comme beaucoup d'agent.es public.ques n'oublie pas ;

Les agent.es publics sont et restent conscient.es de l'utilité publique et du service dû aux usager.es...

Ils et elles ne peuvent être les seul.es

Nous faisons maintenant un focus sur le local. En Aveyron, comme sur beaucoup d'autres territoires, nous vivons un cruel manque d'attractivité. En effet, comment faire venir des agent.es publics mal rémunéré.es, sans réelles possibilités de déroulement de carrière local, acceptant un manque de reconnaissance, et dans des territoires sur lesquels nous manquons de moyens pour nos services ?

Nos classes scolaires ferment, nous vivons une désertification médicale, les budgets des collectivités sont régulièrement amputés des dotations de l'État...

Depuis janvier, dans nos services départementaux de l'État, les incidents informatiques se succèdent : ordinateurs bloqués, applications indisponibles, piratage rendant impossible la réponse aux pétitionnaires... pour n'en citer que quelques-uns... Quelques exemples : au printemps dernier, une importante fuite de données sur le fichier Ficoba, qui recense l'ensemble des comptes bancaires ouverts dans des établissements français. Bilan : 1,2 million de comptes concernés ; piratage de l'ANTS (S pour « sécurisé ») et difficulté à se procurer notamment les cartes grises ou autres titres ; rentrée scolaire : piratage du système informatique de l'Éducation nationale, avec une rentrée scolaire fortement perturbée... boîtes mails professionnelles inaccessibles...

Les mesures de déploiement numérique qui devaient faciliter le service à l'utilisateur, annoncées comme devant permettre de faire des économies d'échelle, démontrent une fois de plus qu'il n'y a pas de solution magique : il faut des moyens et particulièrement des moyens humains pour assurer un service de qualité.

Pour la CGT, l'argent existe mais serait inaccessible... indisponible... On voudrait ainsi nous faire accepter que l'argent distribué aux actionnaires et aux grandes entreprises ne serait pas réinvesti pour le bien des usagers... L'on touche là au fameux « sans contrepartie »...

Nous savons trop bien qu'il s'agit de choix budgétaires et de politiques d'austérité, d'affaiblissement et de déstabilisation de nos services... A la CGT nous le disons, lorsque qu'ils veulent tuer leur chien...

Au vu de ce bilan catastrophique, la CGT revendique en toute urgence des moyens techniques et humains passant par :

En Aveyron :

- L'arrêt des suppressions d'emplois et la titularisation de tous les agents précaires ;
- La fin des restructurations, réorganisations, délocalisations et fermetures des sites et de services ;
- La prise en compte du besoin d'attractivité sur le département ;
- La fin des mobilités contraintes et temporaires entre sites départementaux.

Au national :

- Le retour à des règles de gestion objectives, transparentes et protectrices ;
- L'amélioration des conditions de travail des agents et le retour des CHS-CT dans chaque service ;
- L'abandon des pressions managériales et des managements toxiques, des injonctions contradictoires ;
- La fin du management par les chiffres, de la qualité empêchée, de la perte d'autonomie et de l'affaiblissement des collectifs de travail ;
- Des lois de finances et de financement de la Sécurité sociale qui rompent avec l'austérité ;
- Des recrutements et des moyens à la hauteur des besoins pour les services publics ;
- Des budgets qui soutiennent les salaires, les carrières et les missions d'intérêt général ;
- La mise à contribution des profits, des hauts revenus et la fin des aides sans contrepartie aux entreprises ;
- Une lutte effective contre la fraude et l'évasion fiscales.

À toutes ces revendications, la réponse ne peut être, pour les services de l'État, la généralisation des coquilles vides appelées maisons France Services... dont les seules initiales sont tout un programme : MFS...

Nous le disons, nous le revendiquons, nous avons toutes et tous besoin des services publics, comme l'été nous l'a durement rappelé.

Pour la CGT
Fabrice MASSOULIE
Représentant CGT
F3S-CT de la DDT12